

**Le Président**  
DL/VD/008

M. Jean-François CARENCO  
COMMISSION DE RÉGULATION DE L'ÉNERGIE  
Direction des relations institutionnelles et de  
la communication  
15, rue Pasquier  
75379 Paris Cedex 08

**Objet : Consultation Publique de mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France**

Monsieur le Président,

La Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Pau Béarn est heureuse d'apporter une contribution à la Consultation publique soumise par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) pour la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel.

Ayant pour mission d'aider les entreprises de son territoire, la CCI Pau Béarn accompagne plus de 16 000 entreprises tout au long de leur existence, représente leurs intérêts et est leur porte-parole auprès des pouvoirs publics et des collectivités locales.

Acteur économique majeur du territoire depuis 70 ans, TIGF rayonne par son expertise de pointe sur les compétences subsurface et de sécurité dans les infrastructures gazières contribuant directement et indirectement au bassin d'emploi, au bénéfice du développement du tissu économique de la région.

La CCI Pau Béarn souhaite d'abord témoigner de l'engagement de TIGF dans la gestion de son outil de stockage de gaz naturel depuis de nombreuses années. Cet engagement s'est traduit par des investissements de plus de 130 millions d'euros entre 2013 et 2016 spécifiquement dédiés à l'amélioration de l'offre de stockage de l'entreprise. Nous avons ainsi pu observer une progression du chiffre d'affaires de la société (6% de croissance annuelle depuis 2014 sur l'activité stockage), une augmentation de ses effectifs et un recours accru à la sous-traitance, grâce à un positionnement de marché sur le stockage de premier plan en France au regard des capacités offertes.

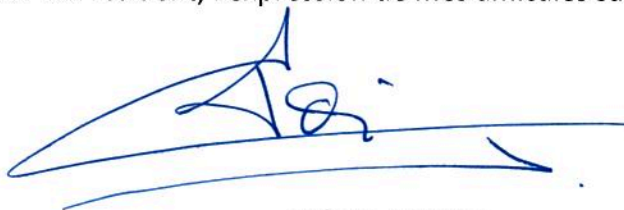
Nous souhaitons ainsi vous faire part de notre vive inquiétude dans le cas où les propositions formulées dans la consultation publique venaient à être confirmées dans la délibération. Nous indiquons en particulier que la baisse de 26% du revenu annuel autorisé de TIGF par rapport au chiffre d'affaires réalisé en 2017 aurait des répercussions directes et indirectes sur le bassin d'emplois du territoire. Ce préjudice économique et financier ne nous paraît pas équitable, en particulier au regard de la part de marché de 36% réalisée par TIGF pour les capacités de stockage vendues en France, alors que la part du revenu annuel autorisé de TIGF dans le revenu global français, tel que proposée dans la consultation, ne dépasse guère les 20%.

Nous regrettons aussi que la consultation publique ne tienne pas compte de la compétitivité des stockages de TIGF et de leur efficience, telle qu'elle est reconnue par le marché avec des souscriptions totales des capacités proposées par l'entreprise par les clients. De la même manière, nous constatons que la CRE préconise une durée d'amortissement de 50 ans pour le gaz coussin, entraînant une disparition progressive de l'activité de stockage à court ou moyen terme. Ces dispositions nous semblent particulièrement injustes et nous craignons une détérioration de la compétitivité du territoire des Pyrénées Atlantiques.

Comme vous le savez, TIGF entend être un accélérateur de la transition énergétique aux plans territorial, régional et national. L'entreprise s'engage de plus en plus dans l'accompagnement de nouvelles solutions pour s'inscrire dans le monde bas carbone de demain, en particulier avec le développement du biométhane et du *power to gas*. Dans ce contexte, les stockages de gaz resteront un élément essentiel de la transition écologique et un atout véritable pour le territoire, et nous ne pouvons accepter sa disparition.

En conclusion, Monsieur le Président, nous exprimons nos vives inquiétudes quant aux conséquences économiques et sociales de vos propositions portant sur la régulation des stockages, tant l'effet serait important sur l'un des rares fleurons industriels du Béarn, après l'arrêt de l'exploitation du gaz de Lacq en 2013.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes amicales salutations.



Didier LAPORTE